

Tableau 6

Evolution du coût salarial moyen selon le secteur économique

	POURCENTAGE DE VARIATION PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT					POURCENTAGE DE VARIATION PAR RAPPORT AU MÊME TRIMESTRE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE				
	T3 2012	T4 2012	T1 2013	T2 2013	T3 2013	T3 2012	T4 2012	T1 2013	T2 2013	T3 2013
Industrie, y compris énergie	1,6	2,4	-0,7	1,9	-0,2	0,5	3,4	0,0	4,9	3,3
Construction	-1,1	1,2	-3,2	5,0	0,7	1,2	1,3	-4,4	1,7	3,5
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles; transports et entreposage; hébergement et restauration	0,9	0,7	0,2	0,7	0,9	1,1	1,4	1,3	2,5	2,5
Information et communication	-0,6	1,3	0,8	-1,5	1,3	2,1	-1,0	4,3	0,1	1,6
Activités financières et d'assurance	-1,1	4,4	1,7	0,1	0,8	-1,1	8,0	6,3	5,0	7,4
Activités immobilières	-1,0	5,1	-3,2	1,0	1,5	-0,8	3,2	2,1	1,8	3,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques; activités de services administratifs et de soutien	0,0	0,6	2,0	-0,9	2,3	1,7	0,0	2,9	1,5	4,1
Administration publique, défense, éducation, santé humaine et action sociale	0,3	0,1	1,1	0,4	0,3	1,6	1,2	1,7	1,9	1,7
Arts, spectacles et activités récréatives; autres activités de services	0,4	1,3	0,2	0,7	0,6	2,2	2,3	2,8	2,8	2,7
Coût salarial moyen - économie totale	-0,4	2,6	0,1	0,5	0,4	1,0	2,6	2,4	2,8	3,6

Remarque : les données trimestrielles sont ajustées pour les variations saisonnières

Source: Statec, calculs BCL

De manière générale, il convient de rappeler que des facteurs à caractère irrégulier tels l'ajustement du salaire social minimum, l'évolution de la durée moyenne du travail ou encore le paiement de primes et gratifications sont susceptibles d'influer sur l'évolution infra-annuelle (volatile) du coût salarial moyen⁹. S'y ajoute le fait que les données issues de la comptabilité nationale sont susceptibles de faire l'objet de révisions au cours des mois à venir. La prudence reste donc de mise quant à l'interprétation de ces données. En dépit de l'existence de différences d'ordre méthodologique, l'indicateur de court terme calculé à partir des données administratives de la sécurité sociale confirme cependant la tendance dégagée par les comptes nationaux trimestriels, à savoir une accélération de la progression annuelle du coût salarial moyen au cours des derniers trimestres.

⁹ De surcroît, la sensible accélération de la croissance annuelle du coût salarial moyen, observée au cours du trimestre sous revue, doit être nuancée dans la mesure où elle est en partie liée à des effets de base. Rappelons en effet que le coût salarial moyen avait fortement décéléré un an auparavant.

Encadré 1

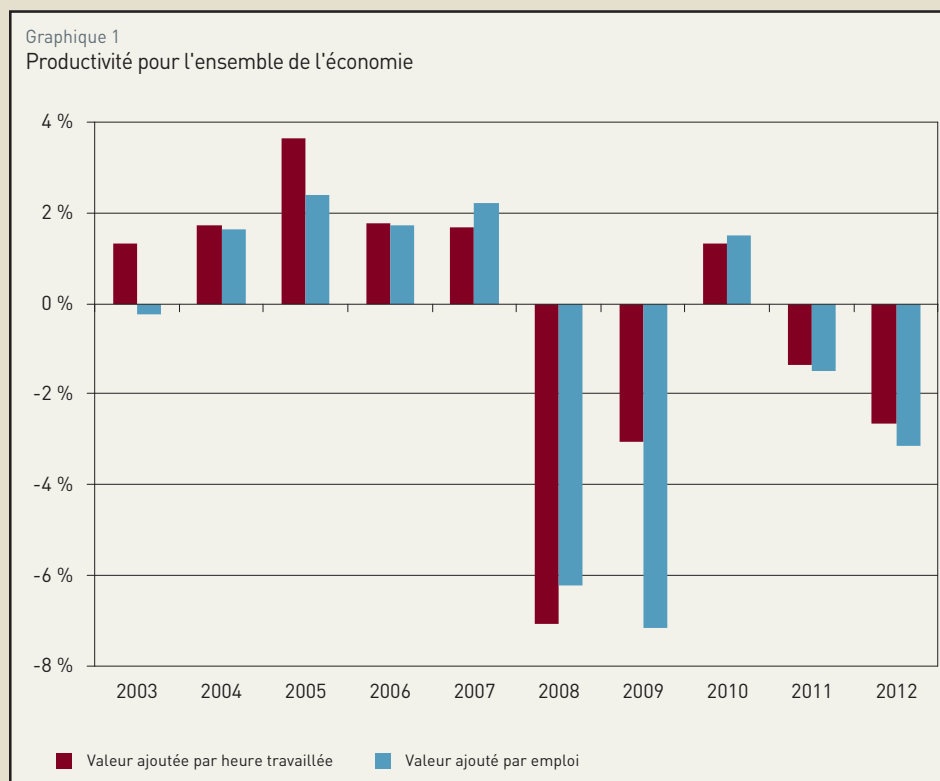
PRODUCTIVITÉ PAR HEURE TRAVILLÉE: CONTRIBUTIONS SECTORIELLES ET EFFETS STRUCTURELS

Selon une récente étude de l'OCDE¹⁰, le Luxembourg figure parmi les pays qui ont le plus eu recours au chômage partiel afin d'atténuer l'impact de la crise en 2008 et 2009, notamment dans le secteur manufacturier. Au plus profond de la crise, 3% des employés dans ce secteur étaient touchés par le chômage partiel. Bien que le recours au dispositif de chômage partiel ait considérablement diminué depuis lors, il demeure important.

L'ampleur de ce phénomène devient visible en comparant la productivité mesurée par emploi à celle mesurée par heure travaillée (données de comptabilité nationale disponibles seulement depuis 2002). Pour l'ensemble de l'économie, le

¹⁰ Hijzen et Venn (2011) «The role of short-time work schemes during the 2008-2009 recession,» OECD Social, Employment and Migration Working Papers No. 115.

graphique 1 compare ces deux mesures de productivité (en utilisant la valeur ajoutée réelle pour mesurer la production) et met en évidence qu'entre 2003 et 2006, la productivité par heure travaillée a généralement progressé plus rapidement que la productivité par emploi. Pendant la crise, elle a commencé à ralentir (déjà en 2007) et a reculé plus rapidement que la productivité par emploi en 2008, mais depuis lors elle a moins reculé que cette dernière. En effet, sur l'ensemble de la période considérée la productivité par heure travaillée a moins perdu que la productivité par emploi.



Sources : données Statec, calculs BCL

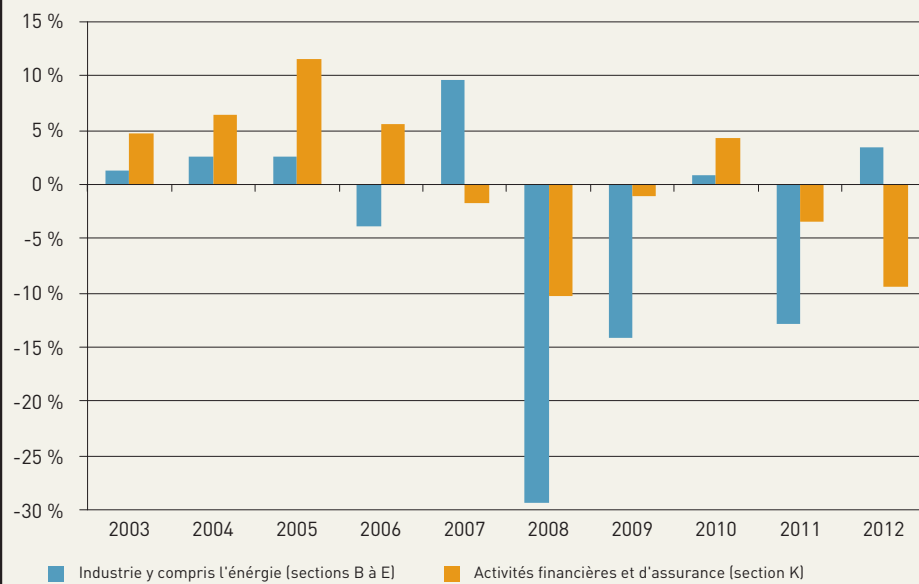
Le graphique suivant présente l'évolution de la productivité par heure travaillée séparément pour l'industrie y compris l'énergie (sections B à E dans la nomenclature NACE rev2) et pour les activités financières et d'assurance (section K). Selon les deux mesures, la progression de la productivité entre 2003 et 2006 est bien plus marquée dans le secteur financier. Lors de la crise, la productivité dans l'intermédiation financière baisse déjà en 2007, mais en 2008 et 2009 elle résiste mieux que dans l'industrie, qui connaît un recul dramatique. Depuis lors, la reprise de la productivité est mitigée, avec des mauvaises performances dans les deux secteurs en 2011.

Une approche désagrégée permet de calculer les contributions des différents secteurs de production à l'évolution de la productivité horaire de l'économie dans son ensemble¹¹. Le graphique 3 révèle que l'industrie et l'intermédiation financière sont les secteurs clés pour l'évolution de la productivité globale. Cependant, au cours de certaines années, le secteur qui regroupe les sections G à J (commerce, réparation, hôtels, restaurants et cafés, transports et communications) et celui des autres services qui regroupe les sections N à U (administration publique, enseignement, santé et autres) contribuent également de façon significative à l'évolution de la productivité par heure travaillée dans l'ensemble de l'économie. Par ailleurs, il apparaît en 2008 que la contribution négative de l'intermédiation financière a excédé celle de l'industrie. Cette situation s'est néanmoins inversée l'année suivante. Après une année 2010 relativement favorable, les contributions de l'industrie et de l'intermédiation financière à l'évolution de la productivité horaire globale deviennent à nouveau négatives en 2011 et 2012.

Il est clair que la contribution d'un secteur de production à l'évolution de la productivité de l'ensemble de l'économie dépend d'une part de la taille relative du secteur et d'autre part de l'évolution de la productivité à l'intérieur du secteur. En principe,

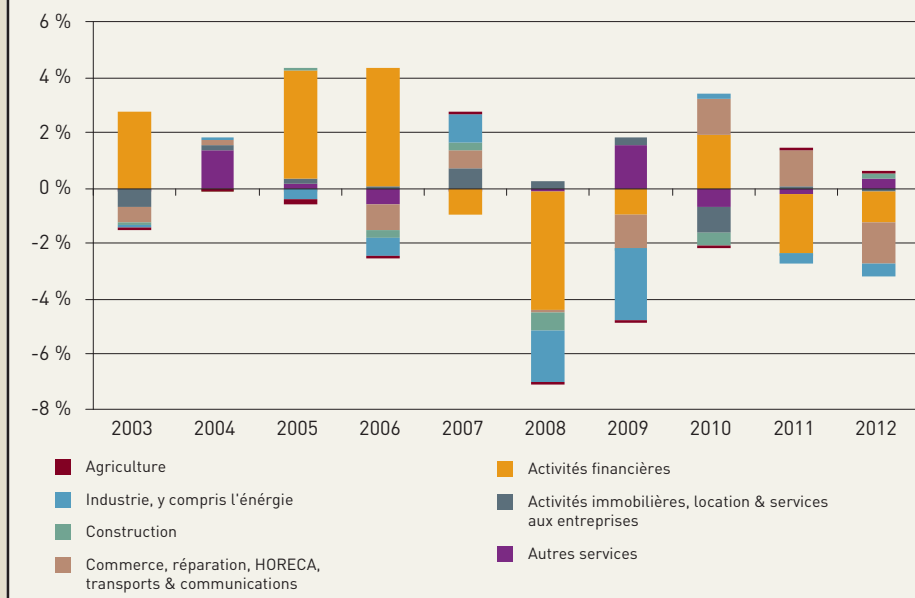
11 de Avillez (2012) «Sectoral Contributions to Labour Productivity Growth in Canada: Does the Choice of Decomposition Formula Matter?» *International Productivity Monitor*, 24:97-117

Graphique 2
Productivité par heure travaillée selon le secteur de production



Sources : données Statec, calculs BCL

Graphique 3
Contributions à la croissance de la productivité par heure pour l'ensemble de l'économie



Sources : données Statec, calculs BCL

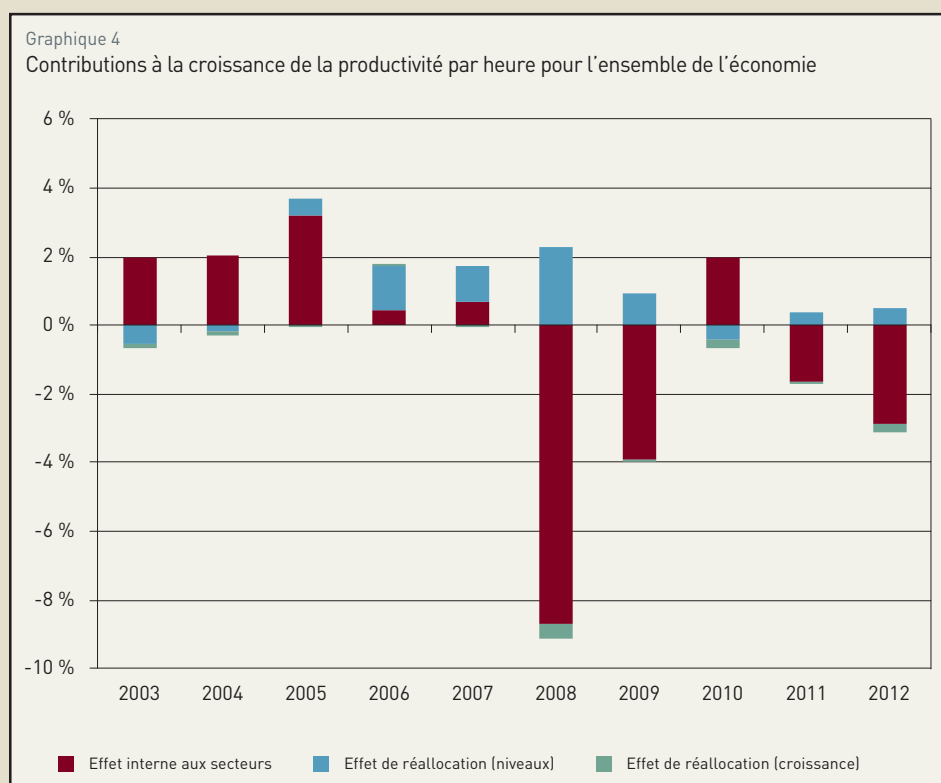
les forces du marché devraient rediriger l'emploi vers les secteurs de production où il est davantage productif et peut donc demander une rémunération plus élevée. En pratique cependant, l'emploi a tendance à se diriger vers les secteurs où la productivité est en stagnation ou même en déclin (phénomène dit « loi de Baumol »). Par conséquent, la variation de la productivité peut être décomposée en trois éléments : le premier reflète l'évolution de la productivité à l'intérieur des secteurs, le deuxième est associé à la réallocation du travail suite à des divergences de niveaux de productivité entre les secteurs et le troisième fait référence à la réallocation de main-d'œuvre suite à des taux de croissance de la productivité différents à travers les secteurs.

Le graphique 4 fournit cette décomposition de la croissance de la productivité horaire pour l'ensemble de l'économie.

Il n'est pas étonnant de constater que l'effet le plus important est celui associé à l'évolution de la productivité à l'intérieur des secteurs individuels¹². Celui-ci a notamment dominé pendant les années

12 Voir aussi Kucera et Roncolato (2012) «Structure matters: Sectoral drivers of growth and the labour productivity» ILO Research Paper no. 3.

de crise 2008 et 2009 et demeure négatif en 2011 et 2012. L'effet de réallocation de la main-d'œuvre dû à des différences en niveau fournit une contribution généralement positive, indiquant que les emplois sont créés dans des secteurs de production à plus haute productivité. En 2003, 2004 et 2010 cette contribution est négative, indiquant que la croissance de l'emploi a été plus importante dans des secteurs à faible productivité. Le troisième effet, plus limité, est lié à la réallocation du travail en fonction d'une croissance de la productivité différente à travers les secteurs. Sa contribution est généralement négative (migration des emplois vers des secteurs à productivité stagnante ou en déclin).



Sources : données Statec, calculs BCL

En conclusion, la migration de l'emploi entre les secteurs a généralement bénéficié à la productivité de l'économie dans son l'ensemble et ceci même pendant la crise. Les mesures nécessaires pour redresser la productivité tiennent essentiellement à la première composante, c'est-à-dire l'évolution de la productivité à l'intérieur des secteurs individuels. Celle-ci est largement tributaire des réformes structurelles qui visent un meilleur fonctionnement du marché de travail mais aussi du marché des biens et des services.

1.2.2 Le marché du travail

1.2.2.1 L'emploi

Selon les données définitives disponibles, la progression annuelle de l'emploi salarié (intérieur) s'est établie à 1,9% en octobre 2013, ce qui dénote une stabilité par rapport au taux moyen observé au cours des cinq mois précédents. Selon de récentes estimations, la croissance de l'emploi se serait légèrement redressée par la suite. Ces données doivent cependant être interprétées avec la plus grande prudence, eu égard à leur caractère encore provisoire.